

ions que pose la menace xer à 25 % les biens européens

réaction Face aux USA et à la Chine, l'Europe tente la carte indienne

CÔME BASTIN
CORRESPONDANT EN INDE

Alors que la présidente de la Commission européenne a débarqué ce jeudi en Inde, qu'il semble loin le temps où Narendra Modi, accusé d'avoir cautionné des violences religieuses, était banni des Etats-Unis ou du Royaume-Uni. Par une diplomatie habile autant que par la force des choses, le Premier ministre indien est devenu incontournable en une décennie. Dans un monde bipolarisé entre Chine et USA, l'Europe veut se rapprocher de l'Inde depuis plusieurs années. Objectif : faire contrepoids face à la Chine dans l'Indo-Pacifique avec le pays le plus peuplé du monde, et son immense marché pour les entreprises européennes.

Depuis l'arrivée de Donald Trump, avec ses sorties imprévisibles et ses renversements d'alliances, ce rapprochement se fait encore plus urgent. La tâche de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, lors de ses deux jours à Delhi, s'annonce ambitieuse mais complexe : crédibiliser l'Union européenne comme une puissance indépendante, qu'il s'agisse d'économie ou des conflits mondiaux. Vingt-sept commissaires européens l'accompagnent et discuteront avec leurs homologues indiens à cet effet.

Echanges commerciaux et Ukraine
Premier dossier, les échanges. La présidente a rencontré ce jeudi Subrahmanyan Jaishankar, ministre des Affaires étrangères et devait rencontrer Narendra Modi le lendemain. L'UE est le plus grand partenaire commercial de l'Inde pour les biens. Pendant que Donald Trump joue d'un protectionnisme agressif, avec des négociations au cas par cas. Ursula von der Leyen mise, elle, sur un vaste accord de libre-échange. Le traité patine depuis 2007, mais la nouvelle donne politique pourrait le relancer.

L'enthousiasme du gouvernement Modi envers Donald Trump durant son premier mandat a fait place à l'expectative. « Dans le contexte actuel d'incerti-

tudes, de guerres, d'une Chine qui s'affirme et d'Etats-Unis qui ne jurent que par le transactionnel sous le second mandat de Trump, l'UE et l'Inde sont encouragées à étendre leurs partenariats à l'échelle mondiale », analyse Shairee Malhotra, directrice adjointe de l'Observer Research Foundation.

L'autre dossier, c'est évidemment l'Ukraine. Liée avec la Russie du temps de l'URSS sur le plan militaire, l'Inde, depuis le début du conflit, refuse de lâcher Moscou. Les tentatives de rallier l'Inde au bloc occidental ont fait flop depuis trois ans. Narendra Modi pourrait-il calmer les ardeurs de Vladimir Poutine, qui négocie une paix avec Donald Trump ?

Du non-alignement au multi-alignement

« Après avoir refusé de condamner l'invasion russe, tout en se disant prête à accueillir des discussions de paix, l'Inde découvre comme le reste du monde la propension de Trump à s'aligner sur le discours de Moscou. Ce rapprochement accéléré fait redouter à New Delhi de perdre sa relation avec la Russie », décrit Olivier Da Lage, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Cela pourrait pousser l'Inde à s'impliquer plus franchement, rêve-t-on à Bruxelles.

Négocier avec l'Inde, c'est faire l'expérience de sa diplomatie. « La diplomatie indienne s'est construite depuis l'indépendance sur le non-alignement durant la guerre froide, puis depuis une dizaine d'années, sur le multi-alignement, plus opportuniste dans un monde multipolaire », éclaire Olivier Da Lage. Concrètement, l'Inde est capable d'organiser le G20 tout en s'affichant parmi les Brics, et a su, depuis 2021, célébrer son amitié avec des ennemis jurés, comme la Russie et les Etats-Unis, Israël et l'Iran.

Cependant, « la fragmentation du système international, aggravée par l'unilatéralisme de la politique américaine sous Trump 2.0, risque de faire perdre à l'Inde les avantages de son équilibrisme », poursuit Olivier Da Lage. D'où ce regain d'intérêt pour

l'UE. « Avec le retour de Donald Trump et l'alliance transatlantique en danger, l'UE et l'Inde sont vues comme des partenaires stables partageant les mêmes idées », abonde Shairee Malhotra.

C'est aussi sur le plan des valeurs que les deux puissances affichent leur alignement. « L'Europe et l'Inde sont des partenaires partageant les mêmes idées », déclare Ursula von der Leyen. Durant le récent sommet de l'IA à Paris, la France et l'Inde ont plaidé pour une troisième voie éthique en matière de régulation face à l'hyper libéralisme des Etats-Unis et aux modèles étatiques de la Chine.

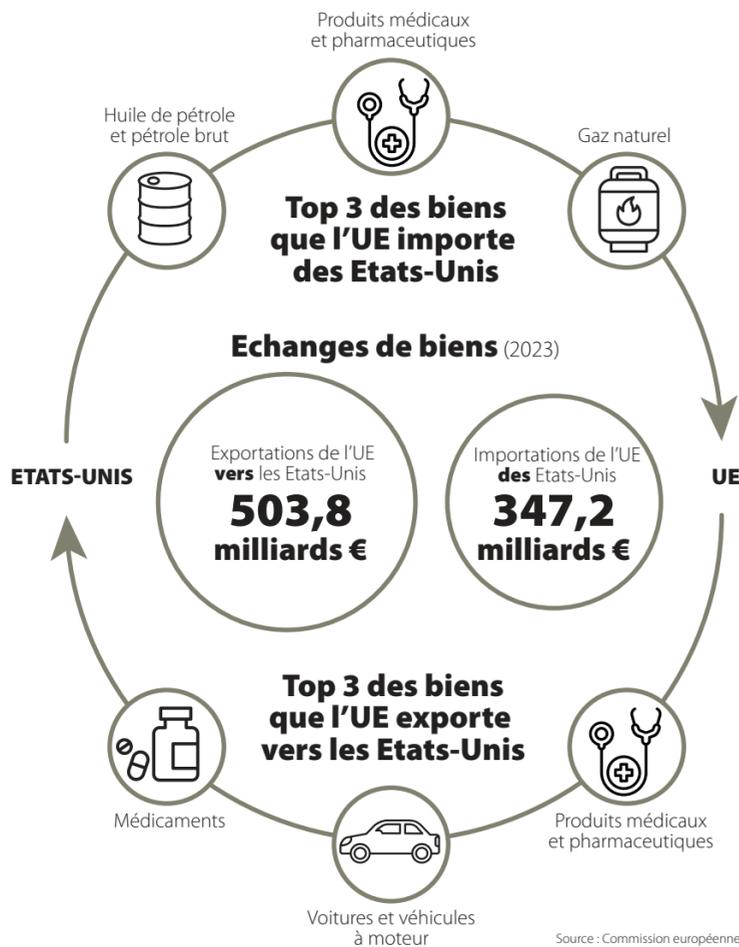
Les signes de la dérive autoritaire et les violations des droits humains sous le régime de Narendra Modi ne manquent pourtant pas. « Une relation constructive entre l'UE et l'Inde doit laisser place à la critique mutuelle. L'UE garde cependant le silence par crainte d'une réaction violente de la part de cet allié de plus en plus autoritaire », regrette Claudio Francavilla, directeur associé de Human Rights Watch. Face à la menace existentielle ressentie en Europe, ces considérations passent au second plan.

Une mission belge du commerce extérieur part à la conquête du marché indien

Après la présidente de la Commission européenne et sa délégation, c'est une mission du commerce extérieur belge qui débarquera en Inde ce week-end, sous la présidence de la princesse Astrid. Elle sera accompagnée par 326 représentants d'entreprises et d'universités belges, et par plusieurs ministres : celui de la Défense et du Commerce extérieur Theo Francken, celui des Affaires étrangères Maxime Prévot, et par le ministre-président flamand Matthias Diependaele.

Le ministre des Affaires étrangères n'accompagne pas nécessairement ce type de mission, sauf lorsqu'il est aussi en charge du Commerce extérieur, ce qui n'est pas le cas de Maxime Prévot. S'il est cette fois-ci du voyage, c'est parce qu'il y aura un volet de politique étrangère : il aura des entretiens avec le Premier ministre Modi, avec son homologue Jaishankar et avec le ministre du Commerce et de l'Industrie Goyal. « Des contacts politiques à haut niveau qui permettront de relancer le dialogue politique entre la Belgique et l'Inde, afin de soutenir nos intérêts politiques économiques et sécuritaires », explique-t-on au cabinet Prévot. C'est aussi le ministre des Affaires étrangères qui s'occupe de la diplomatie économique et de la politique commerciale de l'Union européenne. Les taxes à l'importation que les Etats-Unis envisagent de relever sur l'acier et l'aluminium ne relèvent pas du portefeuille du commerce extérieur mais bien de la politique commerciale de l'UE.

Du 1^{er} au 8 mars, cette mission emmènera donc la délégation à New Delhi puis à Mumbai, en se concentrant sur le climat et les énergies renouvelables, les soins de santé et les sciences de la vie, la construction (écologique), le transport et la logistique, l'aérospatiale et la défense, et la décarbonisation de l'acier. Le marché indien, avec son 1,4 milliard de consommateurs, fait en effet rêver de nombreuses entreprises. V.K.



Au premier jour de son séjour en Inde, la présidente de la Commission européenne s'est recueillie au mémorial du Mahatma Gandhi à New Delhi. © AFP.

